

Alliance pour la Riposte contre l'Infodémie en Afrique

Réseau géré par l'OMS



Rapport sur les tendances infodémiques de
l'AIRA du **11-18 Février 2025**
(Rapport hebdomadaire n°150)

Principales préoccupations

[Doutes quant à l'efficacité du vaccin contre le paludisme en Ouganda, alors que le pays se prépare à l'intégrer au programme national de vaccination](#)

De nombreuses inquiétudes quant à la sécurité et à l'efficacité du vaccin ont émergé dans les commentaires en ligne, révélant la persistance de lacunes en matière d'information.

[Choléra : préoccupations concernant l'hygiène alimentaire et le respect des lois environnementales au Ghana et au Nigeria](#)

La mauvaise gestion de l'assainissement et l'insuffisance d'accès à l'eau potable sont régulièrement soulevées comme les principaux défis dans la lutte contre la propagation du choléra au Ghana et au Nigeria.

Guide de référence

[Doutes quant à l'efficacité du vaccin contre le paludisme en Ouganda, alors que le pays se prépare à l'intégrer au programme national de vaccination](#).....Pg. 3

[Choléra : préoccupations concernant l'hygiène alimentaire et le respect des lois environnementales au Ghana et au Nigeria](#).....Pg. 5

Persistent trend

[Un article portant sur le développement d'un vaccin contre le VIH en Afrique du Sud a suscité une vive controverse sur les réseaux sociaux, en particulier au sujet des véritables raisons ayant conduit à l'interruption du financement américain](#).....Pg. 10

[Ressources clés](#).....Pg. 12

[Méthodologie](#)Pg. 13

les Tendances de l'infodémie en santé publique dans la Région Afrique

Ce rapport hebdomadaire fournit des informations clés et des recommandations opérationnelles basées sur les données d'écoute des réseaux sociaux du 11-18 Février 2025 en Afrique. Pour plus d'informations, contactez l'équipe AIRA de l'OMS : Salif Diarra diarrasa@who.int

Doutes quant à l'efficacité du vaccin contre le paludisme en Ouganda, alors que le pays se prépare à l'intégrer au programme national de vaccination

Engagement : 32 publications, 639 mentions « J'aime », 67 000 vues et 269 commentaires

Mots-clés : "paludisme" OR "malaria" "malaria vaccine" OR "vaccin contre le paludisme" (moustique OR mosquito) AND (génétiquement modifié OR "genetically modified") (gene drive OR "forçage génétique") AND (mosquito OR moustique)

- La récente annonce du ministère ougandais de la Santé, indiquant son intention d'ajouter un vaccin contre le paludisme au calendrier de vaccination des enfants, a suscité de nombreuses réactions et interrogations sur les réseaux sociaux. De nombreux internautes expriment leurs craintes quant à la sécurité et à l'innocuité de ce nouveau vaccin, pointant un manque d'informations sur son lieu de fabrication, sa composition et sa capacité à prévenir efficacement la maladie. Par ailleurs, plusieurs questions reviennent souvent : un enfant peut-il toujours contracter le paludisme après avoir été vacciné ? Quelles zones géographiques seront concernées ? Qui en bénéficiera ? [Lien](#)[Lien](#)

Vous trouverez ci-dessous quelques commentaires :

Avez-vous fait preuve de diligence raisonnable concernant ce vaccin quant à sa sécurité, son efficacité et son efficacité ou s'agit-il d'une décision « universelle » prise par les bailleurs de fonds ?

Puis-je aussi me faire vacciner ? J'ai 25 ans

J'espère que vous ne l'imposerez pas, car de nombreux parents, dont moi, ont plus confiance dans les vastes ressources diagnostiques et thérapeutiques disponibles que dans ce vaccin !

L'enfant sera-t-il en sécurité toute sa vie ?

Mes concitoyens du village apprécieraient d'avoir des informations complètes sur la technologie à l'origine de ce vaccin et sur son profil de sécurité, car beaucoup d'entre eux ne disposent pas encore d'informations. Cela pourrait nous aider à déterminer s'il s'agira d'un changement radical ou d'un échec potentiel.

Parce que même ceux qui sont au ministère ne savent pas ce que contient ce vaccin, et cela pourrait être vraiment mauvais

- Un sondage réalisé sur le compte X (anciennement Twitter) du ministère de la Santé, intitulé « Le vaccin contre le paludisme est-il un game changer dans la lutte contre le paludisme ? Partagez vos avis », a enregistré 2 014 votes et 23,4 k vues. Les résultats soulignent un véritable clivage parmi les participants : 46 % ont répondu « Non » contre 45,1 % pour le « Oui ». De plus, 160 commentaires supplémentaires ont permis d'approfondir ou de justifier ces positions. [[Lien](#)]

En quoi cela est-il préoccupant ?

- Le gouvernement ougandais prévoit d'intégrer le vaccin contre le paludisme dans le calendrier de vaccination national, selon une [déclaration officielle du Ministère de la Santé](#). Cette décision soulève des questions quant au niveau de préparation des infrastructures de santé et à l'efficacité des efforts de sensibilisation déjà en place.

[D'après les commentaires sur les réseaux sociaux](#), les nombreuses interrogations entourant le vaccin, ainsi que l'opinion publique divisée sur son utilité, montrent qu'il est essentiel pour les autorités de santé publique et les professionnels de la communication de renforcer leurs actions d'information et d'éducation de la population.

- Les chiffres récents du [Ministère de la Santé ougandais](#) et d'organismes internationaux indiquent que le paludisme demeure l'une des principales causes de morbidité et de mortalité en Ouganda [[Lien](#)]. Selon les statistiques officielles, plusieurs milliers d'enfants de moins de cinq ans sont touchés chaque année, ce qui souligne l'urgence de mettre en œuvre des mesures de prévention plus efficaces [[Lien](#)].
- Le scepticisme du public à l'égard des vaccins, en particulier lorsqu'ils sont nouveaux, n'est pas propre à l'Ouganda. Les lacunes en matière d'information, la mésinformation et la désinformation peuvent conduire la population à douter du processus de fabrication, des essais cliniques et du contrôle qualité des vaccins approuvés contre le paludisme.

Que pouvons-nous faire ?

- Écouter les communautés et communiquer régulièrement des informations claires, précises et à jour, provenant de sources fiables, afin de répondre aux questions courantes sur les vaccins contre le paludisme. La page [Questions et Réponses](#) de l'OMS fournit des informations sur la sécurité, l'efficacité, le développement et les tests du vaccin, qui peuvent être utilisées pour élaborer des messages de communication.
- Tirer parti des expériences [d'autres pays](#) ayant déjà intégré le vaccin contre le paludisme dans leur programme de vaccination systématique permet de repérer les récits préoccupants et d'adapter la stratégie de communication en conséquence.
- Renforcer l'engagement communautaire et les partenariats avec les leaders locaux, les agents de santé et les organisations de la société civile, pour instaurer un climat de confiance et s'assurer que les interventions de santé répondent aux besoins et aux inquiétudes de la population. Une approche collaborative contribue à mieux lutter contre la désinformation et favorise une plus grande adhésion à la vaccination, ainsi qu'aux autres mesures de santé publique.
- Utiliser et adapter au contexte local les ressources disponibles sur ce sujet, notamment celles de [Viral Facts](#).

Ghana

Choléra : préoccupations concernant l'hygiène alimentaire et le respect des lois environnementales au Ghana et au Nigeria

Engagement : Ghana — 29 publications, 2 193 mentions « J'aime » et 321 commentaires.

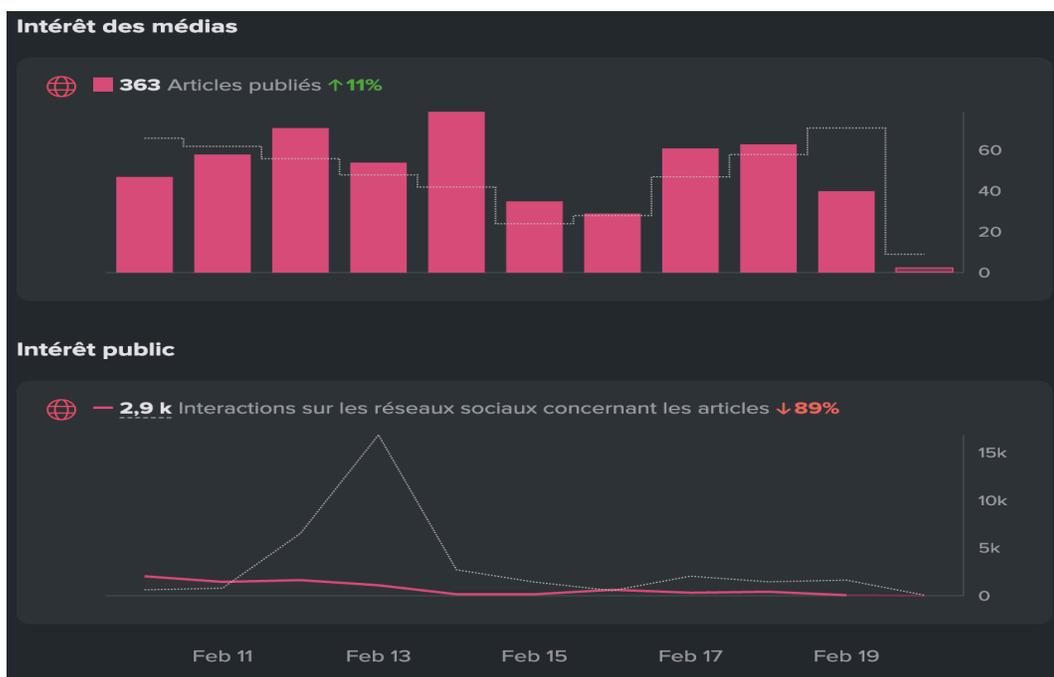
Mots-clés : "choléra" OR "cholera" "vaccin contre le choléra" OR "cholera vaccine" "campagne de vaccination" OR "vaccination campaign" "épidémie de choléra" OR "cholera outbreak" ("eau contaminée" OR "contaminated water") AND (choléra OR cholera)

- Le suivi des réseaux sociaux au Ghana fait apparaître de fortes inquiétudes quant à l'épidémie de choléra et souligne l'urgence de renforcer la réglementation en matière d'hygiène alimentaire. De nombreuses voix s'élèvent pour demander un meilleur accès à l'eau potable afin d'éviter la propagation de la maladie dans le pays [\[Lien\]](#). Les internautes se disent particulièrement préoccupés par l'insalubrité, l'utilisation d'eaux usées issues de canaux de drainage à ciel ouvert et le rejet des eaux d'égout, considérés comme des facteurs majeurs de la crise sanitaire actuelle. Des appels ont également été lancés pour améliorer la gestion des déchets [\[Lien\]](#) [\[Lien\]](#) [\[Lien\]](#).
- Lors d'un discours devant le Parlement, le ministre ghanéen de la Santé a insisté sur l'importance d'améliorer les pratiques en matière d'assainissement et d'hygiène, afin de prévenir de futures épidémies [\[Lien\]](#).

En quoi cela est-il préoccupant ?

- [La campagne de vaccination](#) contre le choléra a débuté au Ghana le 14 février 2025.
- Sur la période étudiée, on constate une hausse notable du nombre d'articles publiés (363, soit une augmentation de +11 %), laissant supposer un intérêt médiatique grandissant pour le sujet. En revanche, l'engagement du public sur les réseaux sociaux, qui avait atteint un pic marqué autour du 13 février, a fortement chuté, avec une baisse de 89 % des interactions totales (environ 2 900). Autrement dit, alors que la couverture médiatique progresse, les discussions et réactions du public en ligne diminuent considérablement, ce qui révèle une forme de décalage entre la production d'articles et l'implication réelle des internautes.

(Voir le graphique ci-dessous.)



Source : NewsWhip, écoute sociale des conversations liées au choléra au Ghana du 11 au 19 février.

- Amplification des inquiétudes sur les réseaux sociaux : Les discussions numériques jouent un rôle clé dans la propagation de la désinformation. Les publications décrivant des problèmes d'hygiène et un manque d'eau potable accentuent souvent l'anxiété, surtout en l'absence d'informations rassurantes de la part des autorités. Elles peuvent également alimenter la méfiance envers les responsables de la santé et nourrir des discours alarmistes ou conspirationnistes au sujet de l'épidémie.
- Risque de désinformation et perte de confiance du public ; Les fausses croyances au sujet du choléra peuvent en minimiser la gravité ou promouvoir des traitements non éprouvés. Les rumeurs concernant une contamination généralisée de l'eau risquent d'inciter les communautés à rejeter des sources pourtant sûres, tandis qu'une communication inefficace des autorités peut compromettre des mesures de prévention telles que la vaccination ou la purification de l'eau.
- Communication institutionnelle et perception d'un manque d'action : Lorsque la réaction des institutions semble lente ou insuffisante, le public peut mettre en doute la détermination des autorités. Des mises à jour inadaptées ou tardives créent un vide informationnel, rapidement comblé par des spéculations, et l'absence de porte-paroles crédibles affaiblit les messages essentiels de santé publique.
- Impact émotionnel et psychologique de la crise : La diffusion massive d'images de souffrance et de conditions d'insalubrité peut susciter la panique, compliquant ainsi la gestion de l'épidémie. La peur peut aussi entraîner des comportements de

rejet, comme la stigmatisation de communautés touchées, et renforcer la frustration sociale ou les tensions politiques si la crise est perçue comme un échec des pouvoirs publics.

Que pouvons-nous faire ?

- Rendre la communication plus proactive et transparente
 - Partager régulièrement des informations sur la situation épidémiologique et les mesures prises (via la radio, la télévision et les réseaux sociaux).
 - Anticiper les rumeurs en répondant rapidement aux questions et préoccupations du public, avec des informations fiables et facilement compréhensibles.
- Encourager la participation communautaire et l'éducation à la santé
 - Organiser des séances de formation et des ateliers pratiques sur l'hygiène alimentaire, la purification de l'eau et la prévention du choléra, en collaboration avec les leaders locaux et les ONG.
 - Soutenir la création de comités de santé communautaires chargés de surveiller et de signaler les problèmes, ainsi que de promouvoir de bonnes pratiques d'hygiène dans les quartiers.
- Identifier et combattre la désinformation
 - Mettre en place une veille sur les réseaux sociaux et les médias locaux pour détecter rapidement les fausses informations et y répondre avec des faits vérifiés.
 - Collaborer avec des influenceurs, des journalistes et des organisations de fact-checking pour diffuser des messages correctifs et rassurants ciblés. Utiliser les ressources de VFA sur le choléra pour démentir les rumeurs LienLienLien.
- Renforcer la formation du personnel de santé
 - Veiller à ce que les professionnels de santé (médecins, infirmiers, agents de santé communautaires) reçoivent régulièrement une formation sur la prise en charge du choléra, la communication efficace avec le public et l'écoute sociale.
 - Créer un réseau facilitant le partage d'expériences entre différentes régions, afin de mettre en commun les meilleures pratiques en matière de lutte contre le choléra.
- Promouvoir la réglementation en matière d'hygiène alimentaire
 - Travailler avec les autorités locales pour s'assurer que les marchés, restaurants et vendeurs ambulants respectent des normes d'hygiène minimales.
 - Renforcer les inspections, sensibiliser et appliquer des sanctions lorsque nécessaire face à des pratiques à haut risque (utilisation d'eaux usées, stockage inadéquat des aliments, etc.).

Engagement : À Lagos, 11 publications, 327 mentions « J'aime » et 231 commentaires.

Mots-clés : "choléra" OR "cholera" "vaccin contre le choléra" OR "cholera vaccine" "campagne de vaccination" OR "vaccination campaign" "épidémie de choléra" OR "cholera outbreak" ("eau contaminée" OR "contaminated water") AND (choléra OR cholera)

- La réouverture du marché d'Oke Arin/Gorodom sur l'île de Lagos ([Le marché d'Oke Arin/Gorodom est l'un des plus grands et des plus fréquentés de l'île de Lagos](#), jouant un rôle vital dans l'écosystème commercial de la ville. Il attire chaque jour des milliers de commerçants et de clients, non seulement de Lagos, mais aussi des régions voisines, ce qui en fait un pôle essentiel pour la distribution de denrées alimentaires, de produits ménagers et d'autres articles de première nécessité.), après deux semaines de fermeture pour non-respect des lois environnementales de l'État, a suscité de vives réactions quant à l'impact de l'assainissement — à la fois au niveau du marché et à l'échelle de la ville — sur la propagation du choléra. [\[Lien\]](#) [\[Lien\]](#) [\[Lien\]](#)
- Le marché a rouvert après que les commerçants ont signé un accord visant à maintenir la propreté de l'environnement. [\[Lien\]](#)

En quoi cela est-il préoccupant ?

- Le marché d'Oke Arin/Gorodom n'est qu'un exemple : l'insalubrité, liée notamment à une mauvaise gestion des déchets et à l'absence de mesures de santé strictes, favorise la propagation de la bactérie responsable du choléra.
- Risques pour la santé publique : Les conditions sanitaires dégradées dans les marchés et les quartiers à forte densité de population exposent davantage les habitants à des maladies d'origine hydrique ou alimentaire.
- Défi pour la confiance du public : Les fermetures répétées et ce qui peut être perçu comme une application « arbitraire » des lois environnementales risquent d'éroder la confiance des citoyens envers les autorités locales, rendant plus difficile la mise en place de mesures de santé publique durables.

Que pouvons-nous faire ?

- Renforcer les inspections et l'application de la loi : Un suivi régulier et l'application de sanctions dissuasives en cas de non-respect des normes d'hygiène sont indispensables pour maintenir la propreté des marchés.
- Sensibiliser et former : Il est essentiel d'informer à la fois les commerçants et les consommateurs sur les bonnes pratiques d'hygiène et les risques liés aux maladies d'origine hydrique. L'accord signé par les commerçants du marché Oke Arin/Gorodom représente une avancée positive, mais doit s'accompagner d'une formation pratique.
- Améliorer l'accès aux infrastructures : Un meilleur accès à l'eau potable, des services de collecte des déchets plus performants et un soutien renforcé aux autorités locales peuvent considérablement réduire les sources d'infection, conformément aux [WHO Guidelines for Cholera Control \(PDF\)](#).
- Encourager la participation citoyenne : Impliquer les communautés locales, les leaders d'opinion et les associations de commerçants dans la supervision des pratiques d'hygiène et le respect des lois environnementales peut aider à consolider les progrès réalisés et à renforcer la résilience face au choléra.

Tendances à surveiller

Un article portant sur le développement d'un vaccin contre le VIH en Afrique du Sud a suscité une vive controverse sur les réseaux sociaux, en particulier au sujet des véritables raisons ayant conduit à l'interruption du financement américain

- L'article, intitulé « Les scientifiques sud-africains testaient un vaccin prometteur contre le VIH. Puis sont venus les coupes budgétaires de Trump » [[Lien](#)][[Lien](#)], a été partagé et commenté plus de 4 000 fois sur Facebook. Il met en lumière l'impact concret des coupes budgétaires américaines sur la recherche menée en Afrique du Sud.
- Dans les commentaires, de nombreux internautes soutiennent que les États-Unis ont interrompu leur financement pour empêcher l'Afrique de développer un vaccin.

De telles spéculations alimentent la méfiance et soulèvent des questions sur d'éventuels motifs politiques ou économiques derrière cette décision [[Lien](#)].

En quoi cela est-il préoccupant ?

- Contexte de la recherche et de la santé publique : Selon l'UNAIDS, l'Afrique du Sud demeure l'un des pays les plus lourdement touchés par le VIH, avec plus de 7,5 millions de personnes vivant avec le virus [[Lien](#)]. La fin brutale du financement américain — soulignée dans l'article « South African scientists were testing a promising HIV vaccine. Then came Trump's aid cuts » — soulève des inquiétudes quant aux retards potentiels dans la recherche sur le vaccin, pouvant bloquer des avancées majeures. Étant donné l'impact significatif du VIH sur la mortalité et la morbidité, toute interruption dans la recherche et les essais cliniques pourrait prolonger l'attente d'un vaccin efficace et entraver les efforts mondiaux visant à réduire les décès liés au VIH.
- Impact potentiel sur la confiance du public et la collaboration : Si le public en venait à croire que les principaux bailleurs de fonds bloquent délibérément les progrès d'un vaccin développé en Afrique, la confiance dans les partenariats internationaux pourrait s'éroder, alimentant des théories du complot sur une ingérence étrangère dans les initiatives de santé africaines. Ce manque de confiance pourrait dissuader la participation aux essais cliniques et compromettre la coopération entre les scientifiques locaux et les partenaires mondiaux. Par ailleurs, la propagation de la désinformation pourrait compliquer les campagnes de prévention et de traitement du VIH en cours, ralentissant ainsi les progrès vers le contrôle de l'épidémie.

Resources clés

Cholera

Ressources/Contenus pour les réseaux sociaux

[WHO](#), Épidémies de choléra, Questions & Réponses (Q&R)

[WHO](#), Fiche d'information sur le choléra

[Viral Facts Africa](#), Kit de communication sur le choléra pour les réseaux sociaux avec explications engageantes et vérifications des faits

Les sciences sociales face aux épidémies : [cholera lessons learned](#)

Ressources pour les analystes en écoute sociale

[Global Task Force on Cholera Control](#), Clarification des rumeurs et des préoccupations communautaires.

Malaria

OMS, [Le rapport annuel sur le paludisme met en lumière la menace croissante du changement climatique](#)

OMS, [Rapport annuel sur le paludisme dans le monde 2023](#)

OMS [initiative visant à enrayer la propagation d'Anopheles stephensi en Afrique](#)

VFA, [Boîte à outils pour les médias sociaux sur le paludisme](#)

OMS [fiche](#) d'information sur le paludisme

[Carte des menaces du paludisme Communication sur le changement social et comportemental du paludisme Stratégies nationales](#)

HIV

WHO, [Fiche d'information sur le VIH](#)

Méthodologie

Le processus d'écoute des médias sociaux repose sur une combinaison d'analyses des médias sociaux menées pour les pays francophones, anglophones et lusophones.

Les engagements, également connus sous le nom d'interactions, font référence au nombre de likes, de commentaires, de réactions et de re-partages d'un message.

Il ne s'agit pas d'une mesure parfaite de l'engagement :

Certains peuvent avoir vu le message et choisi de ne pas interagir avec lui ;

Commenter ou partager à nouveau un message peut constituer une forme d'engagement plus significative que le simple fait d'y réagir ;

Nous ne faisons pas systématiquement la distinction entre les types de réponses que chaque engagement génère (par exemple, si un message contient des informations erronées, les gens peuvent les contrer ou les démentir dans les commentaires).

Nous cherchons à atténuer ces limites en

En analysant les commentaires et en surveillant les réactions afin d'évaluer qualitativement les réponses à chaque article ;

En évaluant la vitesse d'un message (c'est-à-dire la rapidité avec laquelle il obtient des réactions, des mentions « J'aime » et des partages) et la réapparition de thèmes spécifiques ;

Identifier si le message est partagé sur une variété de plateformes et de sources (engagement large), ou s'il sollicite simplement un niveau élevé d'attention au sein d'une communauté/plateforme donnée (engagement cloisonné).

Les rapports de suivi sont produits à l'aide de NewsWhip Analytics et de Google Trends.

Par conséquent, les données peuvent être biaisées en faveur des données provenant des organes de presse officiels ou des pages officielles des médias sociaux, et n'intègrent pas le contenu circulant sur des plates-formes ou des groupes fermés (par exemple, les groupes privés de Facebook).

Nous comptons également sur les questionnaires de l'infodémie basés au Nigeria, en République démocratique du Congo et au Kenya pour nous fournir des informations sur les tendances nationales de l'infodémie ou le contenu hors ligne, ainsi que des rapports au niveau national. Au fur et à mesure que nous produisons davantage de contenu, nous cherchons à trianguler et à corroborer les informations à travers ces groupes afin de renforcer notre réponse à l'infodémie.